Programme Régional :

« Renforcement de la société civile pour la Réduction de la pauvreté .»

Ce programme fait suite au programme Régional «renforcement de la collaboration ONG/Gouvernement/ Pnud commencé en 1990. Les résultats de l'évaluation, réalisée en 1994 ont révélés l'importance d'une telle initiative dont l'expérience de terrain et le momentum engendrés soient consolidés à travers un nouveau Programme :**Programme Régional « Renforcement de la Société Civile pour la Réduction de la Pauvreté, RAF/95/009 ».**

En mettant en place ce programme, le Pnud tient compte de sa responsabilité à développer ses relations avec les Organisations de la Société Civile (OCS) et à faire des efforts de reconceptualisation du développement, en intervenant en outre, sur l'amélioration du dialogue gouvernement/ société civile ; lequel dialogue facilitera la prise en compte par les décideurs des priorités au développement des populations à la base.

Tout cela, en vue d'un développement humain durable.

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME (RAF/95/009)

1.1 Objectif de développement : Renforcer les sociétés civiles en Afrique sub-Saharienne en :

- Contribuant à l'émergence, l'élaboration et à la production par les populations à la base, les ONG et associations de visions, de politiques, de stratégies et d'approches participatives.
- Contribuant à la mise en place d'un environnement législatif au niveau national, favorisant un dialogue permanent et durable entre société civile et décideurs nationaux.

1.2 Objectifs Spécifiques :

- Rendre disponibles aux Organisations de la Société Civile des outils d'analyse des méthodes et moyens de contribuer à l'élaboration des politiques de développement.
- A travers des échanges, viser à l'harmonisation entre les dimensions micro et macro du développement.

- Mettre en place des formes volontaires de négociations sociales», donc augmenter le capital social des populations à la base en renforçant leur capacité de concertation, de coordination, de partenariat et de plaidoyer.

1.3 Organisation du Programme

Le programme couvre 15 pays de l' Afrique sub saharienne, lesquels se répartissent dans trois sous-régions:

- - Sous Région Afrique de l'Ouest : Mali, Guinée, Burkina, Nigéria, Sénégal.
- - Sous région Afrique de l'Est et Australe : Zimbabwe, Afrique du sud, Ouganda, Malawi, Mozambique et Kenya.
- Sous Région Afrique centrale : Cameroun, Rép Centrafricaine, Rép du Congo et Rwanda.

Pour atteindre les objectifs précités, 3 composantes ont été mise en place: pour l'Afrique de l'Ouest :

- la composante «Echanges à la Base», gérée par la Fondation Rurale pour l'Afrique de l'Ouest , **FRAO**;
- La composante «Formation/ Dialogue Social et Politique» est gérée par **Enda Tiers mondé** ;
- La Composante Observatoire des Tendances et Dynamiques Sociales, est gérée par le **Codesria**.
- ENDA et FRAO, assurent le Secrétariat Sous Régionale, **SSR**, chargé de la Coordination des activités au niveau de la sous-région Afrique de l'Ouest.
- Les cellules nationales, **CN**, présentent dans les 15 pays ont pour fonction principale, d'assurer au niveau national la mise en œuvre et la coordination du programme.

Ces dernières regroupent des organisations de la Société Civile Locale, le Pnud et les autres bailleurs de fonds impliqués et le Gouvernement.

1.4 Stratégie

La stratégie utilisée passe par la mise en place d'un environnement institutionnel et législatif au niveau national qui va favoriser un dialogue permanent et durable entre les organisations de la société civile et des décideurs nationaux.

2. LA CELLULE NATIONALE

La Cellule Nationale du Sénégal regroupe les organisations de la société civile que sont les ONG, les associations de droits de l'homme, les syndicats les organisations paysannes, les associations et fédérations d'associations de femmes, les associations de jeunesse.

Le Programme RAF/95/009 vient en complément au Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté (PELCP) que le gouvernement met en œuvre avec l'appui du Pnud et dont les objectifs visent à :

- Améliorer les conditions de vie des populations les plus démunies ;
- Allouer l'essentiel des ressources aux populations les plus pauvres ;
- Maîtriser leur existence de façon durable ;
- Assurer un accès plus facile aux biens et moyens de production ;
- Garantir la sécurité alimentaire.

En prenant en charge le renforcement de la société civile par la formation et la sensibilisation des décideurs de la société civile, le programme d'activité de la Cellule Nationale s'insère harmonieusement dans le PELCP notamment de par sa composante formation, dialogue social et politique.

La démarche et les axes d'intervention du PELCP qui associent les organisations à la base et les ONG, les collectivités locales et la société civile sont parfaite complémentarité avec le Programme RAF/95/009.

2.1 Mandat de la cellule nationale

La cellule nationale est la cheville ouvrière du programme chargé de la gestion, l'administration et le suivi au niveau national, elle doit :

- Identifier les membres de la société civile
- Définir et mettre en œuvre de programme d'activités des 3 composantes, au niveau national.
- Effectuer le lobbying du programme pour la recherche de partenariat.
- Mettre sur pied un réseau ouvert.
- veiller à une bonne harmonisation entre les trois composantes

Ce document présente le programme d'activités et les besoins en fonctionnement de la cellule Nationale du Sénégal en indiquant les moyens (matériels, humains et financiers) requis.

2.2 - Programme d'activités de la cellule nationale :

Rappelons que la cellule nationale sera le lieu privilégié pour la formulation de préoccupations pouvant aboutir à commanditer des études complémentaires, la formulation et la mise en œuvre de programmes d'Echanges et de Formation/ Dialogue social et politique. La première étape de mise en œuvre du programme a été d'identifier suivant des critères d'éligibilité une structure pouvant jouer le rôle d'hôte de la Cellule Nationale. Le Conseil des

Organisations Non Gouvernemental d'Appui au Développement (CONGAD) a donc été choisit au Sénégal pour abriter la Cellule Nationale. A ce titre le Congad recevra des fonds de fonctionnement et devra avec la CN exécuter le budget d'activités.

Le Congad s'est attaché des services d'un coordonnateur national, dont la tâche consistera à faciliter et coordonner la mise en œuvre du programme de la CN.

En outre, la communication entre composantes est un élément transversal qui sera pris en charge par la CN

3. ACTIVITES DE LA CELLULE NATIONALE

- Recrutement d'un coordonnateur de la cellule nationale (Salaire et charges sociales 7.000.000 F.CFA)*
- Acquisition de moyens informatiques (3.500.000 F.CFA)*
- Prise en charge des charges récurrentes de fonctionnement(téléphone, électricité, eau, consommables : 2.000.000 F.CFA)*

La stratégie de la cellule nationale sera de privilégier dans un premier temps, le processus d'appropriation qui devra en faire un cadre de référence pour un développement humain durable.

Le budget de fonctionnement pour l'année est estimé à **12,5 millions CFA.**

A. PROGRAMME D'ACTIVITE DE LA COMPOSANTE OBSERVATOIRE DES TENDANCES

OBJECTIF GENERAL

Renforcer les capacités des Organisations Communautaires de Base (OCB) afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de partenaires véritables en participant à la prise de décision dans l'élaboration des politiques et programmes de développement.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Dresser une situation de référence ;
- Connaître les tendances économiques sociales et politiques caractérisant le pays ;
- Communiquer et diffuser les résultats des études sous une forme et un langage accessible pour les parties prenantes.

STRATEGIE

Trois autres études seront menées cette année pour permettre à la Cellule Nationale de disposer d'outils d'analyse qui alimenteraient le travail dans les autres composantes ; il s'agit de :

- une étude permettant d'identifier de façon exhaustive le mouvement associatif sénégalais et tous les autres acteurs de la société civile sénégalaise impliqués dans la lutte contre la Pauvreté ; elle déboucherait sur la constitution d'une banque de données ;
- une étude portant sur l'Evaluation critique des politiques de développement et l'analyse, des comportements face aux politiques macro-économiques ;
- une étude sur la société civile : structuration, capacité constitutionnelle, financement, mise en réseau et perception.

Ces études seront d'abord validées au sein de la Cellule Nationale sous forme d'ateliers et présentées aux acteurs décentralisés au niveau des régions sous formes d'ateliers intégrés aux autres activités des composantes comme les Ateliers d'échanges entre les organisations à la base ; 4 ateliers seront organisés dans les zones suivantes :

- Dakar – Thiès ;
- Louga – Saint-Louis ;
- Diourbel – Fatick – Kaolack ;
- Tambacounda – Kolda – Ziguinchor.

La synthèse des études sera traduite dans les 6 langues nationales et largement diffusée.

Objectifs	Activités	Résultats Attendus	Cibles	Période Durée	Coûts	Préalables	Observations
Disposer d'un état des lieux	1- Atelier de restitution de l'Etude sur Etat des lieux 2 - Etude portant, identification du mot associatif ; constitution d'une banque de données sur les organisations et associations de la Société Civile.	Appropriation par la cellule de l'Etude Banque de données sur le mouvement associatif en termes de document disponibles et exploitables et sous formes de fichiers informatiques accessibles par internet.	Membres Cellule nationale Appropriation par les membres	1 - 15 juin	3,5 millions		
Connaître les tendances économiques, sociales et politiques qui caractérisent notre pays	1 - Production d'analyses sur les tendances économiques, sociales et politique, et identification des questions critiques nécessitant des analyses et des recherches prioritaires. 2 - Définition des lignes d'action, afin de renforcer la société civile et les actions de développement participatif	Une évaluation critique des politiques nationales de développement et une étude sur l'analyse des comportements face aux politiques macro-économiques Une étude sur la société civile : structuration, capacité constitutionnelle, financement, mise en réseau et perception, besoins en formation.	Gouvernement, partenaires institutionnels (bailleurs de fonds, structures d'appui au développement local, collectivités locales, partis politiques, Société civile	trois (3) mois	3,0 millions	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières. Elaboration des termes de référence des études.	
Communiquer et diffuser les résultats sous une forme et un langage accessibles	Organisation d'ateliers de diffusion des résultats Traduction de documents en langues nationales	4 ateliers de présentation et de validation des études. Synthèse des études traduites en 6 langues nationales	Population, organisations communautaires, de base (OCB), organes de presse écrite, parée, publique et privée. Décideurs	En fonction de la disponibilité des études	Quatre (4) millions	Termes de référence des ateliers.	
Coordination, Suivi et Evaluation des activités	Réunions préparatoires Mission d'identification Mission d'évaluation	Cohérence du programme globale	Cellule Nationale et membres composante	-	4.205.000		
Coût total :							
14.705.000 F							

B. PROGRAMME D'ACTIVITE DE LA COMPOSANTE ECHANGES ENTRE ASSOCIATIONS A LA BASE

La composante «échanges à la base » vise les objectifs suivants :

- Renforcement des cadres de concertation durables et autonomes pour les organisations et fédérations paysannes
- Favoriser les échanges d'expériences au niveau des OB et ONG,

L'intérêt majeur pour les ONG sera une nouvelle perception pratique des relations micro/macro. Ainsi les associations de base devront dresser le tableau de leurs préoccupations, la formulation intégrée des priorités et l'établissement de leurs plates-formes de négociation.

Le tableau suivant donne dans le détail le programme d'activités en analysant les objectifs, les résultats attendus, les cibles, les préalables, la durée et l'estimation financière.

Objectifs	Activités	Résultats attendus	Cibles	Période durée	Coûts	Préalables	Lieu
<p>I</p> <p>a) Information des OB et ONG sur le programme RAF95/009,</p> <p>b) Formation et renforcement des capacités</p>	Atelier national d'information des OB et ONG	<p>1. Les OB et ONG ont une meilleure connaissance du RAF,</p> <p>2. Les OB sont capables de définir leurs priorités et leurs plans d'actions</p>	Représentants d'OB ONG et membres CN Nbre de pers ciblées (40 p)	05 jours	7,7 millions	<p>Identification des OB concernées, Contacts avec OB et partenaires</p> <p>Elaboration et démultiplication des supports pédagogiques,</p>	Thies
<p>II.</p> <p>a) Favoriser les échanges à la base(leaders) entre organisations de même catégorie sociale, socio-professionnelle</p>	Séminaire d'échanges et de renforcement des capacités des leaders des OB et ONG	<p>3. Echanges d'expériences entre OB et ONG, Renforcement des capacités des leaders associatifs</p>	Leaders d'OB/ONG intervenant en milieu rural et urbain, membres CN Nbre de pers ciblées (40 p)	05 jours	9,333 millions	<p>Identification OB concernées, contacts avec OB</p> <p>Partenaires, élaboration et démultiplication des supports</p>	KK/ DKR
Coordination, Suivi et Evaluation des activités	Réunions préparatoires Mission d'identification Mission d'évaluation	Coherence du programme globale	Cellule Nationale et membres composante	-	4.205.000		

Coût total :

21. 238.000 F

Activités	Objectifs	Résultats Attendus	Cibles	Période Durée	Coûts	Préliminaires	Lieu
<p>Activités 1 : Atelier d'échange et de réflexion sur les initiatives locales de lutte contre la pauvreté</p>	<p>Sensibilisation des macro économistes, décideurs et personnes ressources intervenant dans l'élaboration des politiques nationales de développement économique en vue d'une meilleure intégration des approches locales de lutte contre la pauvreté dans l'élaboration des politiques macro.</p> <p>Objectifs spécifiques : Restitution et échanges sur les résultats des études nationales sur la pauvreté, Analyse et identification d'actions participatives de lutte contre la pauvreté, Visite de terrain et échange avec des groupes de base (pauvres et couches vulnérables).</p>	<p>Au terme de l'atelier, les participants auront :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une meilleure connaissance des résultats des études et de l'impact de la pauvreté, Cibler des actions participatives pour réduire la pauvreté, Une meilleure vision de l'interaction micro/macro. 	<p>Macro-économistes, conseillers techniques de ministres, secrétaires généraux des conseils régionaux et grandes villes, personnes ressources (universitaires) ayant profil identique, membres du comité national de lutte contre la pauvreté, partenaires financiers etc.</p>	4 jours	3 000.000		Dakar
<p>Activités 2 : Approches macro économiques de développement et stratégies locales de lutte contre la pauvreté</p>	<p>échange de vision sur les politiques nationales de développement économique et initiatives locales de lutte contre la pauvreté, articulation de l'approche macro-économique et des réalités micro.</p> <ul style="list-style-type: none"> échange d'expériences sur les approches de lutte contre la pauvreté et l'intégration macro/micro. sensibilisation des responsables des partis politique prise en compte de la de demande sociale. <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude de cas sur des actions participative de lutte contre la pauvreté, Echange d'expériences entre acteurs impliqués dans des Programmes locaux de lutte contre la pauvreté notamment (PELCP et programme pilote de lutte contre la pauvreté), Echanges sur les plates formes des organisations de bases en matière de lutte contre la pauvreté. 	<p>Résultats attendus : Au terme de la rencontre, les participants auront :</p> <ul style="list-style-type: none"> échangé des visions pour une meilleure articulation de l'approche macro-économique, des approches et des réalités micro. échangés leur approche de lutte contre la pauvreté dans une dynamique d'appropriation de l'approche macro-économique. été sensibilisés sur les plates formes des organisations de base et des préoccupations des acteurs de base. 	<p>Cible : Responsables des collectifs, des ongs, syndicalistes, des fédérations de groupement de base et représentants de la société civile, agence de coopération au développement, responsable des ONG internationales, bailleurs de fonds, chercheurs, universitaires</p>	4 jours	6.750.000		Dakar

Activité 3 : Le rôle des Médias dans la lutte contre la pauvreté	Objectif : Meilleure sensibilisation des professionnels des médias à la prise en compte et vulgarisation d'expérience de lutte contre la pauvreté Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Exposé et expériences pertinentes de lutte - Visite de terrain - Production de reportages sur le thème de la pauvreté - Echange d'expériences 	<ul style="list-style-type: none"> - au terme des échanges, participants seront plus sensibilisés sur les initiatives locales de développement et seront plus outillés pour mettre à disposition des productions et reportages sur le thème de la pauvreté. 	Professionnels des médias privés et public, journalistes de la presse écrite, radio, télévision, communicateurs traditionnels	3 jours	5 400 000		Mbour
Activité 4 : Quelle cadre d'expression des initiatives locales de développement pour la prise en compte de la demande sociale ?	Objectif : <ul style="list-style-type: none"> - Echange sur les résultats des études sur la pauvreté et approches de lutte contre la pauvreté - Sensibilisation des parlementaires pour une meilleure prise en compte des initiatives locales de lutte contre la pauvreté et d'un assouplissement du cadre législatif. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Présentation de la plate forme du mouvement associatif. - Analyse et échanges sur les modalités d'amélioration du cadre législatif des organisations de bases, des critères d'approbation des micro projets et initiatives de bases. - Approfondissement de la réflexion sur la pauvreté au vu des données des études sur la pauvreté menées respectivement par l'observatoire des tendances et dynamiques sociales et le conseil économique et social. 	<ul style="list-style-type: none"> - les parlementaires sont sensibilisés sur la portée de la dynamique associative. - les réseaux d'information et d'expertise sont élargis la représentation des acteurs de base sur les conseils est élargie 	Parlementaires, conseillers généraux régionaux, conseil économique et social	3 jours	3 millions		Dakar
Coordination, Suivi et Evaluation des activités	Réunions préparatoires Mission d'identification Mission d'évaluation	Coherence du programme globale	Cellule Nationale et membres composante		4.090.000		
Coût total : 22.240.000 F							

**BUDGET DE LA CELLULE NATIONALE/ SENEGAL
DU PROGRAMME RAF 95/009**

DESIGNATION DES ACTIVITES	MONTANT TOTAL CFA	Montant total \$
Prise en charge Coordonnateur national	7 000 000	11254
Moyens de fonctionnement de la CN	3 500 000	5627
Charges récurrentes de la Cellule Nationale	2 000 000	3215
Activités de la composante observatoire	14 705 000	23641
Activités de la composante échange à la base	21 238 000	34144
Activités de la composante formation/dialogue	22 240 000	35755
Montant total des ressources du programme	70 683 000	113636
Montant du financement mobilisé	31 100 000	50000
Montant des ressources à rechercher	39 583 000	63636

- Taux PNUD, du 16/06/99 1\$ = 622 FCA
- Le Congad cherchera des financements complémentaires pour les rubriques pour lesquelles les dotations du Pnud/ Dakar et du programme sont insuffisantes.